UN(E) EXPERT(E) PRINCIPAL(E) N°2 - MISE EN ŒUVRE DE PROJETS DE REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE (RSS)

LIMITE DE CANDIDATURE

01 Septembre 2021

DURÉE DE LA MISSION

Long Terme

ZONE GÉOGRAPHIQUE

Afrique

1. Contexte et justification

Dans le sillage de la Constitution tunisienne postrévolutionnaire du 27 janvier 2014, La République tunisienne a signé avec l'Union européenne le 4 novembre 2015, une convention allouant 23 millions d'euros au programme d'appui à la réforme et à la modernisation du secteur de la sécurité de la République tunisienne (PARMSS Tunisie). Ce programme a pour objectif général d'appuyer le secteur de la sécurité dans la définition et la mise en œuvre d'un processus de réforme institutionnelle, renforçant sa capacité à remplir efficacement son mandat sécuritaire, répondant aux besoins du peuple tunisien et dans le respect des valeurs démocratiques, des libertés et des droits de l'homme tels que garantis par la Constitution et l'Etat de droit.

Les objectifs spécifiques du PARMSS sont les suivants :

1. Réformer et moderniser les forces de sécurité intérieure conformément aux standards internationaux et aux droits de l'homme.
2. Accompagner la restructuration et le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des services de l'Etat concourant à la sécurité des frontières terrestres et maritimes pour lutter contre les nouvelles formes de criminalité dont le terrorisme.
3. Renforcer et moderniser les capacités des services de renseignement du ministère de l'intérieur et des autres institutions nationales impliquées dans la lutte contre le terrorisme, dans la recherche, la gestion et l'analyse des informations pour une sécurité intérieure plus efficace.

C'est dans ce contexte que CIVIPOL, avec le financement de l'Union européenne et en consortium avec Transtec, société belge de conseil en développement, exécute depuis le 19 novembre 2020 un projet d'assistance technique au PARMSS Tunisie.

Dans le cadre de ce projet, CIVIPOL recrute pour une durée de 20 mois un(e) expert(e) principal(e) n°2 pour la mise en œuvre de projets de réforme du secteur de la sécurité.

Il assistera le Chef de l'équipe d'assistance technique permanente auprès du Coordonnateur National du Programme basé à Tunis, dans tous les aspects de mise en œuvre du projet. Il effectuera ses missions en étroite collaboration avec la Directrice du projet à Paris et la cheffe de projet junior à Bruxelles.

2. Objectifs de la mission

L'expert principal n°2 « Mise en œuvre de projet RSS » assistera le chef d'équipe sur tous les aspects de mise en œuvre du projet, notamment :

- Appui à la mise à jour des programmes opérationnels, la programmation et la préparation des activités de formation du programme, des séminaires et des voyages d'étude avec des outils et méthodes d'analyse, de suivi et de gestion appropriés ;
- Intervention dans la rédaction des termes de référence pour le recrutement de l'expertise non principale, suivre son activité et vérifier/contrôler les rapports, les livrables et les feuilles de présence ;
- Observation de la bonne exécution des missions des expertises court terme, notamment en matière d'atteinte des objectifs attendus ;
- Veille et supervision de la qualité des prestations rendues et des rapports élaborés par l'expertise court terme ;
- Contribution aux rapports d'activité, tant ceux liés au contrat avec l'Union européenne que ceux liés à la mise en œuvre des programmes opérationnels global et annuels, selon les indications du chef d'équipe et les orientations du Coordonnateur national du Programme.

3. Profil recherché

Qualifications et compétences

- Diplôme de l'enseignement supérieur, (BAC+3) minimum, dans le domaine de l'administration publique, droit, sciences politiques ou tout autre domaine pertinent, de préférence en relation avec le présent marché. En absence du diplôme demandé, une expérience de travail d'au moins 10 ans comme officier sera demandée dans les domaines de la sécurité, de la formation et du management d'un service de sécurité intérieure ;
- Formation certifiée par un établissement public, de cadre supérieur de forces de sécurité intérieures nationales (commissaire, officier de Police ou de Gendarmerie) ;
- Parfaite maîtrise des logiciels de bureautique et de messagerie ;
- Excellentes capacités rédactionnelles avérées ainsi que dans le domaine de l'organisation conceptuelle et matérielle d'actions de transfert de compétences.

Expérience professionnelle générale

- Au moins 5 ans d'expérience, comme cadre supérieur, en direction générale, centrale ou régionale ou en structure équivalente ;
- Au moins une expérience professionnelle, de 6 ans minimum, dans le management de projets complexes, financés par l'UE, dans le domaine de la sécurité intérieure ;
- Au moins, des participations dans deux missions d'identification ou de formulation, de suivi ou d'évaluation ou d'assistance technique en RSS pour des projets d'envergure dans les domaines de la coopération internationale dans les pays tiers.

Expérience professionnelle spécifique

- Avoir au moins 4 ans d'expérience comme expert au sein de projets dans les domaines de la réforme du secteur de la sécurité et d'autres domaines de la sécurité avec une composante de formation impliquant l'identification et la mobilisation d'assistance technique non principale, l'organisation de sessions de formation et la rédaction de documents afférents (TdR, etc.). L'expert devra avoir rédigé des rapports techniques et des rapports d'activité ;

- Avoir au moins une expérience dans le cadre d'un projet financé par la Commission européenne et dans ce cadre, avoir utilisé les modèles standards propres au cadre d'intervention de l'UE dans des pays (élaboration de fiche d'action, DTA, TdR, etc.) ;
- Avoir une connaissance avérée en pays en situation sécuritaire complexe.

Langues

- Parfaite maîtrise du français et excellentes capacités de communication orale et écrite.

Atouts

- Expérience antérieure en Tunisie/Afrique du Nord ;
- Pratique et expérience dans la mise en œuvre d'un contrat de service d'assistance technique ;
- Maîtrise de la langue arabe.

4. Aptitudes

- Savoir travailler avec des équipes multidisciplinaires et pluriculturelles (experts internationaux et différents interlocuteurs locaux) ;
- Avoir le sens des responsabilités, savoir gérer les priorités et rendre compte ;
- Maintenir la confidentialité de certaines données ;
- Capacité à écouter et communiquer ;
- Sens de la diplomatie.

5. Lieu et durée

Lieu d'affectation : basé(e) à Tunis ;

Durée de la mission : septembre 2021 à mai 2023 (19 mois) à temps plein ;

Rémunération : contrat et rémunération selon le statut et l'expérience de l'expert ;

Déplacements possibles dans le cadre de missions à l'intérieur de la Tunisie.

6. Contact

Merci de bien vouloir adresser votre candidature avec copie des diplômes, composée d'une lettre de motivation et d'un CV – de préférence au format UE – à l'adresse suivante : bergeret.p@civipol.fr au plus tard le 1er septembre 2021. Merci de préciser l'intitulé du poste en objet de votre email.

